

**À l'attention de :**

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de [Ville]

**De la part de :**

[Nom et Prénom du parent ou représentant légal]

[Adresse complète]

[Téléphone]

[Email]

**Objet :** Référé-liberté pour non-respect du Plan Personnalisé de Scolarisation (PPS) de [Nom et Prénom de l'enfant]

**[Ville], le [Date]**

Monsieur le Président,

Je soussigné(e), [Nom et Prénom], parent/représentant légal de [Nom et Prénom de l'enfant], né(e) le [date de naissance], actuellement scolarisé(e) en classe de [classe] au sein de [nom de l'établissement], me permets de saisir votre tribunal dans le cadre d'un référé-liberté conformément à l'article L. 521-2 du Code de justice administrative, en raison du non-respect du Plan Personnalisé de Scolarisation (PPS) de mon enfant.

**Faits :**

Mon enfant a été reconnu en situation de handicap et bénéficie d'un PPS élaboré par l'Équipe de Suivi de Scolarisation (ESS) en date du [date du PPS], et validé par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH). Ce plan prévoit des aménagements pédagogiques et des aides spécifiques (notamment l'accompagnement par un AESH individuel) nécessaires à la bonne scolarisation de mon enfant.

Cependant, depuis le [date du début des manquements], les dispositions prévues dans le PPS ne sont pas appliquées. En particulier, [préciser les points non respectés : absence d'AESH, absence d'aménagements, matériel pédagogique non fourni, etc.]. Cette situation affecte gravement l'accès à l'éducation de mon enfant et constitue une atteinte manifeste à son droit à l'instruction, garanti par l'article L. 111-1 du Code de l'éducation, ainsi qu'au principe d'égalité des chances.

**Caractère urgent de la demande :**

L'urgence est justifiée par le fait que chaque jour où le PPS n'est pas respecté, mon enfant subit un préjudice irréversible en termes de scolarisation, d'apprentissage et d'intégration. Le non-respect du PPS compromet directement son développement éducatif, social et personnel. Il est donc impératif que ces mesures soient mises en place sans délai pour garantir le droit fondamental à l'éducation dans des conditions adaptées à son handicap.

**En conséquence, je vous demande :**

- De constater l'atteinte grave et manifestement illégale au droit à l'éducation de mon enfant.
- D'enjoindre l'administration à mettre en œuvre, sans délai, l'intégralité des mesures prévues dans le PPS, et notamment [préciser les aménagements ou aides non respectés], sous astreinte de [montant en euros] par jour de retard.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma respectueuse considération.

**[Signature]**

**[Nom et Prénom du demandeur]**

---

Pense à joindre au dossier les documents suivants : copie du PPS, la notification de la MDPH, toutes les correspondances avec l'établissement scolaire ou les services de l'éducation nationale, ainsi que des preuves des manquements. Pour ce type de procédure, il est recommandé de consulter

un avocat spécialisé.